



MARCHÉ PUBLIC DE SERVICE

**ACCORD – CADRE MONO ATTRIBUTAIRE
EXÉCUTÉ À BONS DE COMMANDE**

APPEL D'OFFRES OUVERT

**OBJET : Marché pour la réalisation de développements
de l'outil open source GEOTREK**

MARCHÉ N° 2025-01

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Pouvoir adjudicateur :

Établissement public du
Parc national des Écrins
Domaine de Charance
05000 Gap
Tel : 04 92 40 20 51

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Lundi 19 mai 2025 à 12 H 00

Table des matières

ARTICLE 1ER : OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 : OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
1.2 : DÉFINITION D'UN LOGICIEL SOUS LICENCE LIBRE.....	4
1.3 : PROCÉDURE DE PASSATION ET FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.4 : DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION.....	5
1.5 : MONTANTS ET MARCHÉ SUPPLÉMENTAIRE.....	5
1.6 : DURÉE DE L'ACCORD CADRE – DÉLAI D'EXÉCUTION.....	5
1.7 : RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 2 : PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	6
2.1 : PIÈCES PARTICULIÈRES.....	6
2.2 : PIÈCES GÉNÉRALES.....	6
ARTICLE 3 : DÉFINITION ET OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES.....	6
3.1 : DÉFINITIONS.....	6
3.2 : OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE.....	6
ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE.....	7
4.1 : DÉSIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ.....	8
4.2 - MODALITÉS DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS.....	8
ARTICLE 5 : PERSONNEL DU TITULAIRE.....	8
ARTICLE 6 : COMMANDES.....	8
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	9
7.1 : CONDITIONS GÉNÉRALES.....	9
7.2 : FRÉQUENCES.....	10
7.3 : DÉLAIS.....	10
7.4 : VÉRIFICATIONS.....	10
7.5 : CONFIDENTIALITÉ.....	10
ARTICLE 8 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES.....	11
8.1 : FORME DE PRIX.....	11
8.2 : CONTENU DES PRIX.....	11
8.3 : RÉVISION DES PRIX UNITAIRES FIXÉS DANS LE BPU.....	11
8.4 : PRIX ADDITIFS.....	12
ARTICLE 9 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	12
9.1 : RETENUE DE GARANTIE.....	12
9.2 : AVANCE.....	12
9.3 : RÈGLEMENT DES PRESTATIONS COMMANDÉES.....	12
9.4 : ENVOI DES FACTURES.....	12
9.5 : DÉLAI DE PAIEMENT ET INTÉRÊTS MORATOIRES.....	13

10 : VÉRIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS.....	13
11 : PÉNALITÉS.....	13
11.1 : ABSENCE AUX RÉUNIONS PROGRAMMÉES.....	14
11.2 : RETARD OU NON REMISE DES LIVRABLES.....	14
11.3 : CUMUL DES PÉNALITÉS.....	14
11.4 : CRITÈRE D'APPLICATION DES PÉNALITÉS.....	14
12 : EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	14
13 : RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	14
14 : ASSURANCES.....	14
14.1 : JUSTIFICATIONS.....	14
14.2 : RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE VIS-À-VIS DE SES INTERVENANTS.....	14
15 : TRANSMISSION DES ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES.....	15
16 : PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	16
17 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	17
18 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES RÉSULTATS.....	17
19 : MODALITÉS DE RECOURS ET CONTENTIEUX.....	19
19.1 : DIFFÉRENDS.....	19
19.2 : LITIGES ET CONTENTIEUX.....	19
20 : DÉROGATIONS.....	20

ARTICLE 1ER : Objet de la consultation – dispositions générales

1.1 : Objet de la consultation

La présente consultation concerne l'évolution de l'outil open source GEOTREK.

Le pouvoir adjudicateur en lien avec les autres partenaires du projet ont retenu l'usage de technologies libres et une approche générique afin de réaliser un outil communautaire, donc utilisable par d'autres structures avec le prestataire retenu suite à un appel d'offre. La publication des applications sous licence libre et gratuite a permis de mettre à disposition le code source afin que d'autres puissent l'utiliser librement, participer à ses corrections et évolutions via la création de nouvelles fonctionnalités et modules, qui sont partagés à leur tour avec l'ensemble de la communauté d'utilisateurs gratuitement.

Le titulaire du marché s'engage donc à poursuivre le développement du logiciel, dans des conditions qui permettent au pouvoir adjudicateur de mettre ce logiciel à disposition de tiers, dans les conditions posées par la licence permissive (BSD et MIT) partagés et disponibles sur le dépôt Github de la communauté : <https://github.com/GeotrekCE>.

Une convention constitutive de groupement de commande est établie entre 24 entités, en application du chapitre II - Titre VI - Livre I du code de la commande publique. Ces entités sont listées en fin de document.

Chaque entité appartient à la catégorie juridique des établissements publics administratifs de l'État, à celle des collectivités territoriales ou des associations de Loi 1901. Elles constituent à ce titre un acheteur au sens du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique (CCP). Cette convention pour la passation de cet accord cadre engage le Parc national des Écrins (PNE) à lancer la consultation jusqu'à l'attribution du marché.

1.2 : Définition d'un logiciel sous licence libre

Une licence libre est un contrat d'adhésion par lequel l'auteur du logiciel concède à titre non exclusif à des tiers tout ou partie de la jouissance de ses droits patrimoniaux, en permettant, sous conditions éventuelles prévues dans la Licence, au moins l'exercice des quatre libertés suivantes : d'utiliser, de copier, de modifier et de diffuser les modifications.

1.3 : Procédure de passation et forme de l'accord-cadre

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert, en vertu des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 1° du Code de la Commande Publique.

Structure de la consultation : Accord-cadre à bons de commande en vertu des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 et mono attributaire R. 2162-9 du CCP.

1.4 : Décomposition de la consultation

Il est prévu une décomposition en 2 lots :

- Lot 1 : Évolution de Geotrek-Admin
- Lot 2 : Évolution de Geotrek-Rando

1.5 : Montants et marché supplémentaire

La répartition des montants de chaque lot pour toute la durée de l'accord cadre se situent entre :

- **Lot 1 : Évolution de Geotrek-Admin :**
 - un minimum de 125 000 € H.T. soit 150 000 € TTC
 - un maximum de 250 000 € H.T. soit 300 000 € TTC.
- En cas de marché supplémentaire (article R. 2122-7 du CCP)
 - un maximum de 62 500 € H.T. soit 75 000 € TTC.
- **Lot 2 : Évolution de Geotrek-Rando**
 - un minimum de 41 666 € H.T. soit 50 000 € TTC
 - un maximum de 83 333 € H.T. soit 100 000 € TTC.
- En cas de marché supplémentaire (article R. 2122-7 du CCP)
 - un maximum de 41 666 € H.T. soit 50 000 € TTC

Le montant maximum de commandes cumulées sur le marché ne pourra excéder 450 000 € TTC

Un nouveau marché public auprès du titulaire pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique. Ces nouvelles prestations pourraient être commandées suite à l'obtention de nouveaux financements pendant la durée du marché initial. Les montants maxima de ce nouvel accord cadre sont détaillés ci-dessus. Si un nouveau marché doit être mis en place, il fera l'objet d'un nouvel acte d'engagement.

1.6 : Durée de l'accord cadre – délai d'exécution

La durée de l'accord cadre est de 3 ans à compter de la réception de la notification par le titulaire.

NB : le projet bénéficie de crédits européens et nationaux qui nécessitent des délais de livraison impératifs qui seront précisés à chaque commande aux prestataires.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés sur chaque bon de commande et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

1.7 : Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié dans les cas et aux conditions prévues dans le C.C.A.G./T.I.C. Si des indisponibilités répétitives d'un ou plusieurs services ont donné lieu à une mise en demeure restée sans effet, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions du C.C.A.G./T.I.C.

En outre, le marché pourra être résilié dans le cas prévu aux articles : « Clause de sauvegarde » et « Redressement et liquidation judiciaire » du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

ARTICLE 2 : Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G./T.I.C., les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 : Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes financières (BPU) ;
- Le présent Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Charges Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les Bons de Commande au fur et à mesure de leur passation ;
- Les actes de sous-traitance éventuels.

2.2 : Pièces générales

- Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché.

ARTICLE 3 : Définition et obligations des parties contractantes

3.1 : Définitions

- Le « candidat » désigne la société qui répond au présent dossier de consultation.
- Le « titulaire » est le candidat qui a été retenu pour réaliser les prestations définies dans le cadre du présent marché conclu avec le pouvoir adjudicataire.

3.2 : Obligations générales du titulaire

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. À ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques présentés dans le CCTP.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le Parc national, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le titulaire s'engage à informer immédiatement le PNE et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y remédier.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du Parc national des Écrins reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'Art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Le titulaire s'engage :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes,
- à se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son mémoire technique, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires. Dans le cas où il les modifierait, il en aviserait la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre. Toute modification devra obtenir un accord préalable écrit du Parc national des Écrins avant sa mise en œuvre,
- à respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires ci-dessus,

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions.

En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

Conformément à l'article 3.4.2 du C.C.A.G/T.I.C., le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fourni pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des services inclus dans son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, conformément au décret relatif aux marchés publics.

C'est ainsi notamment que le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie du marché, dont il assure l'exécution, est obligatoire lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

4.1 : Désignation de sous-traitants en cours de Marché

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions définies au décret relatif aux marchés publics.
Le titulaire doit joindre l'acte spécial DC 4.

Les sous-traitants à payer directement doivent fournir :

- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :
 - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
 - DC2 déclaration du candidat ;
 - Pouvoirs de la personne habilitée à engager la société.
- Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise ;
- Preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- les éléments nécessaires démontrant les capacités du sous-traitant à exécuter la partie du marché dont il aura la charge.

4.2 - Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire.

Cette demande de paiement, revêtue de l'acceptation du titulaire du marché, est transmise par ce dernier au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur, paie les sommes dues au sous-traitant dans un délai maximum fixé à l'article 9.5 « Délai global de paiement ».

ARTICLE 5 : PERSONNEL DU TITULAIRE

Le titulaire a l'entière responsabilité de ses personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter la prestation. Il s'engage à produire une attestation d'assurance justifiant d'une couverture en responsabilité appropriée à l'objet du présent marché.

La rémunération, les charges sociales et fiscales correspondantes et les frais inhérents à l'emploi de ce personnel sont à la charge du titulaire qui a seule compétence pour en assurer la discipline, l'inspection et la direction.

En cas de manquement grave du titulaire du marché, au regard de la législation sociale, celui-ci pourra être mis en demeure (lettre recommandée avec accusé de réception) de faire cesser ces manquements.

La lettre restée sans effet sous huitaine, entraînera la rupture du présent marché, sans préavis. Le pouvoir adjudicateur se réservant le droit de demander - par voie judiciaire – des dommages et intérêts compensant le préjudice subi.

ARTICLE 6 : COMMANDES

Les bons de commandes sont émis par le Parc national des Écrins, et établis sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires.

Chaque bon de commande précise la nature des prestations commandées et fixe les durées et dates auxquelles les prestations devront obligatoirement être exécutées.

Les bons de commandes peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Ces bons de commande sont émis par tout moyen faisant foi.

Pour toute commande du PNE, le titulaire accuse réception. Cet accusé de réception de commande vaut engagement du titulaire à fournir les prestations commandées.

Par dérogation à l'article 3.7.2 au CCAG-TIC lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par courriel au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 48 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Les modifications notifiées sous 48 heures donnent lieu à l'émission d'un nouveau bon de commande si le représentant du pouvoir adjudicateur a approuvé les modifications proposées par le titulaire. In fine, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés. Ce délai de 48 heures ne s'applique pas aux commandes présentant un caractère urgent et devant s'exécuter dans un délai plus réduit indiqué au bon de commande.

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,
- la désignation des prestations,
- les prix unitaires, références des produits indiqués dans le BPU ou des devis présentés conformément au BPU, et les quantités à exécuter,
- le délai d'exécution des prestations,
- le montant total hors taxes,
- les taux et les montants de TVA applicables,
- le montant total TTC.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins pendant la durée de l'accord-cadre.

Les bons de commandes émis pendant la durée de validité de chaque lot peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à l'admission des prestations faisant l'objet du bon de commande dans la limite fixée sur ce dernier.

La ou les personnes habilitées à signer le bon de commande sont : le directeur du PNE et ses délégataires.

ARTICLE 7 : Conditions d'exécution des prestations

7.1 : Conditions générales

Le titulaire exerce ses fonctions pour le compte du PNE en liaison avec celui-ci.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès du Parc national des Écrins, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent accord-cadre. Il doit mettre en garde l'établissement public contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'établissement public dès lors que des questions le concernant y seront abordées.

L'exécution de certaines prestations pourra être précédée de réunions préparatoires faisant l'objet de comptes rendus adressés au titulaire pour prise en compte des dispositions indiquées. Au cours de ces réunions seront notamment examinés les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations.

7.2 : Fréquences

Les commandes seront passées en fonction des besoins.

7.3 : Délais

Les prestations seront commencées dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date d'envoi du bon de commande, sauf accord entre les parties.

7.4 : Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant du PNE conformément aux dispositions des articles 31 et 32 du CCAG-TIC.

A l'issue des opérations de vérification, l'administration prendra sa décision d'admission de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

Garantie de la prestation

Le titulaire est garant du bon fonctionnement des services. A ce titre, il doit maintenir une qualité de service constante pendant la durée du marché, conforme aux performances et fonctionnalités prévues au CCTP.

Par dérogation l'article 36.7 du CCAG-TIC ne sera pas appliqué. Le titulaire doit garantir le bon fonctionnement du logiciel objet du marché.

7.5 : Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-TIC, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à tout tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent à chaque titulaire de l'accord-cadre, aux co-traitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-TIC en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre.

En complément de l'article 50 du CCAG-TIC le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre dont il est titulaire, sans préavis, ni indemnité.

ARTICLE 8 : Dispositions financières

8.1 : Forme de prix

L'accord-cadre est traité à prix unitaire.

Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution des missions confiées sont réputées incluses dans le prix fixé par le titulaire, y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique, et sauf exclusion expresse.

Les commandes sont rémunérées par l'application des prix unitaires aux prestations réellement exécutées par référence au BPU annexé à l'acte d'engagement.

8.2 : Contenu des prix

Conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-TIC les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les prix des droits de propriété intellectuelle, les frais afférents au conditionnement, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations notamment les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

8.3 : Révision des prix unitaires fixés dans le BPU.

Le mois d'établissement des prix est le mois M0 (M zéro) figurant en première page de l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Les prix sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois. Les prix sont fermes pour la première année d'exécution de l'accord-cadre. Ils sont révisibles à la date anniversaire de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$P = P0 (0,125 + 0,875 \times (ING/ING0))$$

Formule dans laquelle :

P = prix révisé HT

P0 = prix initial HT

ING : dernier index mensuel du coût horaire de travail révisé (identifiant 001565192), à la date anniversaire de l'accord-cadre, publié et connu à date sur le site de l'INSEE

ING0 : index ingénierie du mois m0, publié sur le site de l'INSEE

Les prix sont révisibles à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Les prix du BPU actualisés devront prévoir la règle de l'arrondi.

8.4 : Prix additifs

Par dérogation à l'article 25 du CCAG-TIC, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, des prix nouveaux pendant l'exécution de l'accord-cadre ne figurant pas dans le bordereau de prix unitaires initial pourront être incorporés au BPU après acceptation du pouvoir adjudicateur.

Toutefois, le montant total de ces nouveaux prix, appelés additifs ne pourra dépasser 5% du montant maximum du présent accord-cadre.

Le titulaire proposera un prix détaillé, en s'appuyant sur une méthodologie transparente et en cohérence avec les prix du marché.

L'acheteur pourra accepter ou négocier ce prix avant validation.

Ces prestations seront formalisées par un bon de commande spécifique.

Dans l'hypothèse où, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une ligne du BPU venait à perdre sa raison d'être après la disparition du besoin ou de l'arrêt de la commercialisation du produit, le prix associé à cette ligne pourra être supprimé ou remplacé. Cette opération sera réalisée dans la limite des 5% du montant maximum de l'accord-cadre prévus ci-dessus.

ARTICLE 9 : Modalités de règlement

9.1 : Retenue de garantie

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie financière.

9.2 : Avance

En application de l'article R. 2191-4 du Code de la Commande publique, le Parc national des Écrins prévoit le versement d'une avance de 25 %, si le délais de réalisation de la prestation est supérieur à 4 semaines. Le montant de l'avance sera calculée sur le montant global TTC de chaque bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectuée selon les modalités des articles R. 2191-11 et suivants du Code de la Commande Publique.

9.3 : Règlement des prestations commandées

Chaque facture devra se rapporter à un seul bon de commande. Si un bon de commande peut donner lieu à plusieurs factures notamment si la prestation a une durée supérieure à un mois, des acomptes mensuels seront versés au titulaire en fonction de l'avancement des prestations. Une facture ne peut pas regrouper tout ou partie de plusieurs bons de commande.

9.4 : Envoi des factures

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) en utilisant les données suivantes :

- Le SIRET : 180 503 013 00013

- Le n° d'engagement de la dépense : au format 2025XXXXXX

Chaque facture portera les mentions légales obligatoires :

- La date d'émission de la facture ;
- La numérotation de la facture ;
- La date de réalisation de la prestation ;
- L'identité du titulaire ;
- L'identité de l'acheteur ;
- Le numéro individuel d'identification à la TVA du titulaire et de l'acheteur ;
- La désignation de la prestation ;
- Le montant HT de la facture ;
- Le (s) taux de TVA, le montant total de TVA ;
- Le montant TTC de la facture ;
- Les références de l'accord-cadre ;

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif supplémentaire qu'elle estimera nécessaire au règlement des comptes.

9.5 : Délai de paiement et intérêts moratoires

Le règlement s'effectue par mandatement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement et de l'attestation du service fait.

Le taux des intérêts moratoires est le taux de refinancement principal de la Banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points et de 40 € de frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1^{er} jour de retard.

10 : Vérification – admission des prestations

L'admission est l'acte par lequel le Parc national des Écrins accepte, avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

Les prestations du présent marché sont réputées vérifiées et admises après certification du service fait par le pouvoir adjudicateur.

Les articles 30 à 34 du CCAG-TIC s'appliquent.

11 : Pénalités

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-TIC, les prestations non conformes à l'accord-cadre donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, aucune exonération de pénalités n'est prévue pour le présent accord-cadre.

11.1 : Absence aux réunions programmées

En cas d'absence non motivée aux réunions auxquelles le titulaire est dûment convoqué par l'établissement public, une pénalité égale à 300 (trois cents) euros par absence sera appliquée, sans mise en demeure préalable.

11.2 : Retard ou non remise des livrables

La non remise de tous livrables dans les délais mentionnés sur le bon de commande entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 100 (cent) euros par jour calendaire de retard. Elle sera appliquée au titulaire par livrable non remis, sans mise en demeure préalable jusqu'à la remise du livrable concerné.

11.3 : Cumul des pénalités

Toutes les pénalités ci-avant sont cumulables entre elles mais ne pourront pas dépasser 20% du montant de l'accord-cadre notifié au titulaire.

11.4 : Critère d'application des pénalités

Les événements et incidents générant les pénalités énumérées ci-dessus sont censés être imputables au titulaire à charge pour celui-ci d'apporter la preuve du contraire.

12 : Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 54 du CCAG-TIC s'appliquent.

13 : Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-TIC sont applicables.

14 : Assurances

14.1 : Justifications

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au représentant du pouvoir adjudicateur un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

L'attestation d'assurance devra être via la messagerie sécurisée PLACE, elle peut être fournie au moment du dépôt de la candidature.

14.2 : Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements).

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée de l'accord-cadre est entièrement prise en charge par le titulaire.

15 : Transmission des attestations fiscales et sociales

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre seront effectués par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L.1221-10, L3243-1 et R3243-3 du Code du Travail.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur, avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D. 8222-5 du Code du Travail à savoir : une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou le numéro de SIRET ;
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Si le titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, conformément aux dispositions de l'article D. 8222-7 du Code du Travail, il remet avant la notification de l'accord-cadre et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :

Dans tous les cas, les documents suivants :

- Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du Code Général des Impôts. Si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité

sociale. Dans ce dernier cas, le titulaire doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;

Lorsque l'immatriculation du titulaire à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire pour ses sous-traitants les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer à la personne publique et selon la même fréquence.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D. 8222-5 du Code du Travail , a recours au travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et ce sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré. A défaut pour le titulaire d'avoir mis fin aux pratiques litigieuses dans un délai de huit jours calendaires après réception d'une mise en demeure adressée par le pouvoir adjudicateur et d'en avoir justifié, ou d'avoir fourni toutes les explications permettant de démontrer qu'il n'existe pas de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur pourra décider de prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

En outre, par dérogation à l'article 50 du CCAG-TIC, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-5 et R. 2143-8 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail, le présent accord-cadre pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur aux torts exclusifs du titulaire sans mise en demeure préalable.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus devront être transmises par le titulaire via la messagerie sécurisée PLACE.

16 : Protection des données à caractère personnel

En complément de l'article 5.2 du CCAG-TIC, la personne publique et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement général sur la protection des données »).

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, accède à des données à caractère personnel, est tenu de prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles, afin de garantir la confidentialité et l'intégrité de ces données et, d'éviter, que ces informations ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître. Par conséquent, chaque titulaire s'interdit d'utiliser à quelque fin que soit, autre que pour la stricte exécution des prestations lui incombant au titre du présent accord-cadre, ces données.

17 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du CCAG-TIC, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail plus favorable et/ou plus protectrice pour les salariés en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera applicable directement.

Le titulaire peut demander au pouvoir adjudicateur, du fait des conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

18 : Propriété intellectuelle des résultats

18.1 : Définition des résultats

En complément de l'article 43.1 du CCAG TIC, les résultats du marché désignent tous les éléments qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que le Logiciel (sous forme de sources, et le cas échéant d'exécutable), les dossiers d'études techniques, de spécifications, de paramétrage et d'exploitation.

18.2 : Connaissances antérieures

Si dans le cadre du marché, le titulaire du marché met en œuvre des logiciels qui peuvent recevoir la qualification de connaissances antérieures au sens de l'article 43.1 du CCAG-TIC, il s'engage à ne pas utiliser de connaissances antérieures qui sont soumises à une licence ou à des conditions qui ne sont pas compatibles avec la Licence.

Le titulaire du marché doit faire en sorte que les connaissances antérieures soient parfaitement séparables techniquement du Logiciel, c'est-à-dire qu'elles figurent dans des documents et fichiers sources distincts.

Dans l'hypothèse où les connaissances antérieures seraient indissociables du Logiciel, par dérogation à l'article 44 du CCAG-TIC, le titulaire du marché cède à titre non exclusif au pouvoir adjudicateur les droits mentionnés aux articles L.122-1 et suivants et L. 122-6 du Code de la Propriété Intellectuelle à savoir notamment :

- le droit de reproduction et d'utilisation pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, sur tout support actuel ou futur et ce sans limitation de nombre tel que notamment papier, magnétique, optique, vidéographique ou autre, pour toute exploitation, y compris en réseau ;
- le droit de représentation et de diffusion, de quelque façon que ce soit, sur quelque support, réseau que ce soit, édition ;
- le droit d'adaptation, de traduction en toute langue ou langage, le droit de corriger de faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de maintenir, décompiler, modifier, assembler, transcrire ;
- le droit de distribution à des tiers pour être réutilisés.

Cette cession des droits sur les logiciels qualifiés de connaissances antérieures est effective tant pour la France que pour l'étranger et pour toute la durée de protection desdits logiciels par le droit d'auteur.

Cette cession permet au pouvoir adjudicateur de mettre à disposition des tiers le Logiciel sous le régime de la Licence.

Les codes sources des logiciels qui peuvent recevoir la qualification de connaissances antérieures indissociables ainsi que la documentation nécessaire à la mise en œuvre des droits sur ces logiciels (le cahier des charges tel que le document de présentation des besoins standards liés à l'utilisation du logiciel), la documentation d'utilisation (manuel de l'utilisateur, aide en ligne), sont livrés simultanément à la remise du code objet (code exécutable).

Le titulaire du marché s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur au fur et à mesure du développement du Logiciel un rapport constitué de la liste complète des composants logiciels utilisés pour constituer le Logiciel en précisant pour chacun d'eux les informations suivantes : nom du composant, nom du ou des auteurs, source (site internet...), licence. Ce rapport est remis au pouvoir adjudicateur avec la livraison finale du logiciel objet du marché.

Le titulaire du marché est seul responsable de l'analyse et du respect des dispositions des licences libres couvrant les composants intégrés.

En complément le titulaire du marché certifie détenir les droits d'exploitation afférents aux connaissances antérieures y compris les logiciels préexistants afin de permettre au pouvoir adjudicateur de mettre à disposition de tiers les développements spécifiques, objet du marché, sous le régime de la Licence.

Si les connaissances antérieures sont des logiciels libres, le titulaire du marché s'engage à ce que les licences qui gouvernent ces logiciels permettent au pouvoir adjudicateur de mettre à disposition de tiers les Résultats, sous le régime de la Licence.

Le titulaire du marché garantit le pouvoir adjudicateur contre tous recours de tiers du fait du non-respect des droits et obligations posés dans les licences qui gouvernent les connaissances antérieures. Il s'engage à ce que les composants intégrés au logiciel objet du marché, sont couverts par des licences de logiciels libres compatibles avec la Licence.

Sur simple demande, le titulaire du marché s'engage, à ses frais, à remplacer la connaissance antérieure qui ne permettrait pas au pouvoir adjudicateur de diffuser et de mettre à disposition le logiciel objet du marché sous la Licence.

18.3 Régime des résultats

Le titulaire du marché dispose, selon les principes communs à toutes les licences libres, du droit de modifier le logiciel et de communiquer ses modifications à des tiers. Le pouvoir adjudicateur, de son côté, dispose du droit d'utiliser librement le logiciel avec ou sans modifications, selon les termes de la licence.

19 : Modalités de recours et contentieux

19.1 : Différends

En cas de différend entre les parties au contrat, les parties tentent de régler à l'amiable leurs litiges.

Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles D. 2197-15 à 2197-17 du Code de la Commande Publique.

Le comité consultatif interrégional compétent est celui de Marseille.

19.2 : Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Marseille 31 rue Jean-François Leca

13002 Marseille

Téléphone : 04 91 13 48 13

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de Justice Administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature de l'accord-cadre ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;

- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature de l'accord-cadre) ;
- Recours de pleine juridiction, en contestation de validité de l'accord-cadre ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

20 : Dérogations

Article du CCAP	Libellé de l'article	Nature de la dérogation	Article du CCAG-TIC 2021
2	Pièces contractuelles du marché	Liste et ordre des documents	4.1
6	commandes	Délai du titulaire pour faire part de ses observations sur un bon de commande	3.7.2
7.4	Vérification	Non application	36.7
7.5	Confidentialité	Évolution de la législation RGPD	5.2.2
8	Prix additifs	Absence d'avenant en cas de nouveaux prix	25
11	Pénalités	Toutes les pénalités sont cumulables et pas d'exonération	14 / 14.1.3
15	Transmissions des attestations fiscales et sociales	Résiliation de plein droit en cas d'inexactitude.	50
17	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	Application immédiate des évolutions de la législation sans avenant	6.2
18.2	Connaissances antérieure	Dérogation au régime général des connaissances antérieures	44